IMPORTANT: avant d'exercer votre choix, veuillez prendre connaissance des instructions situées au verso / Before selecting, please refer to instructions on reverse side

QUELLE QUE SOIT L'OPTION CHOISIE, NOIRCIR COMME CECI = LA OU LES CASES CORRESPONDANTES, DATER ET SIGNER AU BAS DU FORMULAIRE / WHICHEVER OPTION IS USED, SHADE BOX(ES) LIKE THIS =, DATE AND SIGN AT THE BOTTOM OF THE FORM

Je désire assister à cette assemblée et demande une carte d'admission : dater et signer au bas du formulaire / I wish to attend the shareholder's meeting and request an admission card : date and sign at the bottom of the form. J'utilise le formulaire de vote par correspondance ou par procuration ci-dessous, selon l'une des 3 possibilités offertes / I prefer to use the postal voting form or the proxy form as specified below.

GAZTRANSPORT & TECHNIGAZ (GTT)

D B

S.A. au capital de 370 783,57 euros

l, route de Versailles

662 001 403 R.C.S. Versailles 78470 Saint-Rémy-lès-Chevreuse

ASSEMBLEE GENERALE MIXTE

au Domaine de Saint Paul - Centre de Séminaires Bâtiment A3 102, route de Limours, 78470 Saint-Rémy-lès-Chevreuse Convoquée le 19 mai 2015, à 15 heures

> Nombre / Identifiant / Account CADRE RÉSERVÉ À LA SOCIÉTÉ / For Company's use only Number of shares L Porteur / Bearer Registered Nominatif Single vote Vote double Double vote Vote simple

Nombre de voix / Number of voting rights

JE **VOTE PAR CORRESPONDANCE / I VOTE BY POST**

Cf. au verso renvoi (2) - See reverse (2)

m'abstiens la case correspondante et pour lesquels je vote NON ou je la case correspondant à mon choix Je vote OUI à tous les projets de résolutions présentés ou agréés l'EXCEPTION de ceux que je signale en noircissant comme ceci ■ par le Conseil d'Administration ou le Directoire ou la Gérance, à

I vote YES all the draft resolutions approved by the Board of Directors EXCEPT those indicated by a shaded box - like this , for which I vote NO or I abstain.

Conseil d'Administration ou le Directoire ou la Gérance, je vote en noircissant comme ceci On the draft resolutions not approved Sur les projets de résolutions non agrées par le Board of Directors, I cast my vote by shading by the

the box of my choice - like this . D 0 B Yes Abst/Abs Non/No _ I 9 TI Oui Non/No Yes Abst/Abs Non/No

19 28 28

24 33

18 - 9

 \square ω

31 22 23

Ē DONNE POUVOIR AU PRESIDENT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

cf. au verso renvoi (3)

I HEREBY GIVE MY PROXY TO THE CHAIRMAN OF THE GENERAL MEETING See reverse (3)

JE DONNE POUVOIR A: cf. au verso renvoi (4)

I HEREBY APPOINT see reverse (4)

M., Mme ou Mile, Raison Sociale / Mr, Mrs or Miss, Corporate Name

Adresse / Address

ATTENTION: S'il s'agit de titres au porteur, les présentes instructions ne seront valides que si elles sont directement retournées à votre banque.

CAUTION: If it is about bearer securities, the present instructions will be valid only if they are directly returned to your bank

Nom, Prénom, Adresse de l'actionnaire (si ces informations figurent déjà, les vérifier et les rectifier éventuellement) Surname, first name, address of the shareholder (if this information is already supplied, please verify and correct if necessary) Cf. au verso renvoi (1) - See reverse (1)

pour voter en mon nom / I appoint (see reverse (4)) Mr, Mrs or Miss, Corporate Name to vote on my behalf Date & Signature

Si des amendements ou des résolutions nouvelles étaient présentés en assemblée / in case amendments or new resolutions are proposed during the meeting

Ш

X

- Je donne pouvoir au Président de l'A.G. de voter en mon nom. / l appoint the Chairman of the general meeting to vote on my behalf \ldots

Pour être prise en considération, toute formule doit parvenir au plus tard : In order to be considered, this completed form must be returned at the latest

sur 1 ere convocation / on 1st notification

sur 2eme convocation / on 2nd notification

15 mai 2015

à/to BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES, CTS Assemblées, Grands Moulins de Pantin - 93761 PANTIN Cedex



CONDITIONS D'UTILISATION DU FORMULAIRE

Il s'agit d'un formulaire unique prévu par l'Article 8. 22576 du Code de Commerce. Quelle que soit l'option choisie, le signataire est prié d'inscrite têts exactement, dans la zone réservée à cet effet, ses nom len majuscules), prénom usuel et adresse ; si ces indications figurent déjà sur le formulaire, le signataire doit les vérifier et, éventuellement, les rectifier, Pour les personnes morales, le signalaire doit renseigner ses nom, prénom et qualité.

la qualité en laquelle il signe le formulaire de vote. Si le signataire n'est pas l'actionnaire (exemple : Administrateur légal, Tuteur, etc.) il doit mentionner ses nom, prénom et

La formulaire adressé pour une assemblée vaut pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour [Article R. 225:77 alinéa 3 du Code de Commerce].

Le texte des résolutions figure dans le dossier de convocation joint au présent formulaire (Article 8: 225-81 du Code de Commerce). Ne pas utiliset à la fois "Je vote par correspondance" et "Je donne pouvoir" (Article 8: 225-81 Code de Commerce). La version française de ce document fait foi.

(2) VOTE PAR CORRESPONDANCE

Article L. 225-107 du Code de Commerce (extrait) :
"Tout actionnaire peut voter par correspondance, au moyen d'un formulaire dont les mentions sont fixées par Conseil d'Etat. décret en

Les dispositions contraires des statuts sont réputées non écrites

Pour le calcul du quarum, il n'est tenu compte que des formulaires qui ont été reçus par la société avant la réunion l'assemblée, dans les conditions de détais fixés par décret en Conseil d'Etat."

CORRESPONDANCE" au recto. Si vous désirez voler par correspondance, vous devez obligatoirement noircir la case H VOTE PAR

Dans ce cas, il vous est demandé :

Pour les projets de résolutions proposées ou agréés par l'Organe de Direction

 soit de voter "non" ou de vous "abstenir" (ce qui équivaut à voter "non") sur certaines ou sur toutes les résolutions en noircissant individuellement les cases correspondantes. soit de voter "oui" pour l'ensemble des résolutions en ne noircissant aucune case

· Pour les projets de résolutions non agréées par l'Organe de Direction, de voter résolution par résolution en noircissant ndant à votre choix

En outre, pour le cas où des amendaments aux résolutions présembles ou des résolutions nouvelles seraient déposées lors de l'assemblée, il vous est demandé d'opter entre 3 solutions (pouvoir au Président de l'assemblée générale, abstention ou pouvoir à personne dénommée), en noircissant la case correspondant à votre choix.

(3) POUVOIR AU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Article I. 225-106 du Code de Commerce (extrait):

Pour toute procuration d'un actionnaire sans indication de mandataire, le président de l'assemblée générale émet un vote tavorable à l'adoption de projets de résolution présentés ou agréés par le conseil d'administration ou le directoire, selon le cas, et un vote défrontable à l'adoption de tous les outres projets de résolution. Pour émettre tout autre vote, l'actionnaire doit faire choix d'un mandataire qui accepte de voter dans le sens indiqué par le mandant.

(4) POUVOIR A UNE PERSONNE DENOMMEE

Article L. 225-106 du Code de Commerce (extrait)

« 1 - Un actionnaire peut se faire représenter par un autre actionnaire, par son conjoint ou par le partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité.

Il peut en outre se faire représenter par toute autre personne physique ou morale de son choix

le lorsque les actions de la société sont admises aux négociations sur un marché réglemente

2º Lorsque les actions de la société sont admises aux négociations sur un système multilatèral de négociation qui se soumet aux dispositions législatives ou réglementaires visant à prolèger les investisseurs contre les opérations d'initiés, les manipulations de cours et la diffusion de fausses informations dans les conditions préviers par le réglement épéral de l'Autorité dans marchés financiers, figurant sur une liste arrêée par l'autorité dans des conditions tixées par son règlement général, et que les statuts le prévoient.

II - Le mandat ainsi que, le cas échéant, sa révocation sont écrits et communiques à la société. Les conditions d'application

du présent alinéa sont précisées par décret en Conseil d'Etat.

III. - Avant chaque réunion de l'assemblée générale des actionnaires, le président du conseil d'administration ou la directoire, selon le cas, peut organiser la consultation des actionnaires mentionnés à l'Article L. 225-102 ofin de leur permettre de désigner un ou plusieurs mandataires pour les représenter à l'assemblée générale conformément aux permettre de désigner un ou plusieurs mandataires pour les représenter à l'assemblée générale conformément aux dispositions du présent article.

Cette consultation est obligatoire larsque, les statuts ayant été modifiés en application de l'Article L 225.23 au de l'Article L 225.71, l'assemblée générale ordinaire doit nommer au conseil d'administration au au conseil de surveillance, selon le cas, un ou des salariés actionnaires ou membres des conseils surveillance des fonds communs de placement d'entreprise détenant des actions de la société. Cette consultation est également obligatoire lorsque l'assemblée générale extraordinaire doit se prononcer sur une modification des statuts en application de l'Article L 225.23 ou de l'Article L 225.71, Les clauses contraires aux dispositions des alinéas précédents sont

Article L. 225-106-1 du Code de Commerce

torsque, dans les cas prévus aux troisième et quatrième alinéas du 1 de l'Article L. 225-106, l'actionnaire se fait représenter par une personne autre que son conjoint ou le partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité,

il est informé par son mandataire de tout fait lui permettant de mesurer le risque que ce dernier poursuive un intérêt autre

Cette information porte notamment sur le fait que le mandataire ou, le cas échéant, la personne pour le compte de

gestion, d'administration ou de surveillance de cette société ou d'une

1° Cantrôle, au sens de l'Article L. 233-3, la société dont l'assemblée est appelée à se réunir

2º Est membre de l'organe de gestion contrôle au sens de l'Article L. 233-3;

une personne qui cantrôle la société, au sens de l'Article L 233-3 4" Est contrôlé ou exerce l'une des fonctions mention 3" Est employé par cette société ou par une personne qui la contrôle au sens de l'Article L. 233-3 ou au 3° dans une personne ou une entité contrôlée par

Lorsqu'en cours de mandat, survient l'un des faits mentionnés aux alinéas précédents, le mandataire en Cette information est également délivrée lorsqu'il existe un lien familial entre le mandataire ou, le cas échéant, personne pour le compte de laquelle il agit, et une personne physique placée dans l'une des situations énumérées a informe sans delai

0

La caducité du mandat est notifiée sans délai par le mandataire à la société son mandant. A défaut par ce dernier de confirmation expresse du mandat, celui-ci est caduc.

Les conditions d'application du présent article sont précisées par décret en Conseil d'Etat

Toute personne qui procède à une sollicitation active de mandats, en proposant directement ou indirectement à un ou plusieurs actionnaires, sous quelque torme et par quelque moyen que ce soit, de recevoir procuration pour les représenter à l'assemblée d'une société mentionnée aux troisième et quatrième alinéas de l'Article L. 225-106, rend publique so politique de vote.

Elle peut également rendre publiques ses intentions de vote sur les projets de résolution présentés à l'assemblée. Elle exerce alors, pour toute procuration reque sans instructions de vote, un vote conforme aux intentions de vote ainsi rendues

Les conditions d'application du présent article sont précisées par décret en Conseil d'Etat

Article L. 225-106-3 du Code de Commerce

Le tribund de commerce dons le ressort diaquel la société a son siège social peut, à la démande du mandant et pour une durée qui ne sourait excéder trois ans, priver le mandataire du droit de participer en cette qualité à toute assemblée de la société concernée en cas de morrespect de l'Obligation d'information prévue aux troisieme à septième ainéas de l'Article L. 225-106-1 ou des dispositions de l'Article L. 225-106-2. Le tribunal peut décider la publication de cette decision aux frais du mandataire.

La tribunal peut prononcer les mêmes sanctions à l'égard du mandataire sur demande de la socièté en cas de non respect des dispositions de l'Article L. 225-106-2.

FORM TERMS AND CONDITIONS ment le droit d'accès et de rectification pouvant être exercé par l'intéressé auprès de son teneur de compte

(3) PROXY TO THE CHAIRMAN OF THE GENERAL MEETING

Si les informations contenues sur ce formulaire sont utilisées pour un fichier naminatif informatisé, elles sont soumises aux prescriptions de la loi nº 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, en ce qui concerne natam

already supplied, please verify and correct if necessary. This is the sole form pursuant to Arricle R. 225.76 du Code de Commerce. Whichever option is used, the signatory should write his/her exact name and address in capital letters in the space provided e.g. a legal guardian: if this information is

If the signatory is a legal entity, the signatory should indicate his/her full name and the capacity in which he is entitled to sign on the legal entity's behalf. If the signatory is not the shareholder (e.g. a legal guardian), please specify your full name and the capacity in which you are signing the proxy. The form sent for one meeting will be valid for all meetings name and the capacity in which you are signing the proxy. The form sent for one meeting subsequently convened with the same agenda (Article R. 225-77 alinea 3 du Code de Com

The text of the resolutions is in the notification of the meeting which is sent with this proxy [Article R. 225-81 du Code de Commerce]. Please do not use both 1 VOIE BY POSIT and 1 HEREBY APPOINT" [Article R. 225-81 du Code de Commerce]. The French version of this document governs, the English translation is for convenience only. Article L. 225-106 du Code de Commerce (extract):

1- A shareholder may be represented by another shareholder, by his or her spouse, or by his or her partner who he or (4) PROXY TO A MENTIONED PERSON (INDIVIDUAL OR LEGAL ENTITY)

(2) POSTAL VOTING FORM

Article L 225-107 du Code de Commerce:
"A shareholder can vote by post by using a postal voting form determined by Conseil d'Etat decree. Any other methods are deemed to be invalid.

Only the forms received by the Company before the Meeting, within the time limit and conditions d'Etat decree, are valid to calculate the quorum. determined by Conseil

The forms giving no voting direction or indicating abstention are deemed to vote "no".

If you wish to use the postal voting form, you have to shade the box on the front of the document in such event, please comply with the following instructions: "I VOTE BY POST"

and stated in the company memorandum and articles of association.

He or she can also be represented by an individual or legal entity of his or her choice

1" When the shares are admitted to trading on a regulated market;

she has entered into a civil union with

If you wish to vote by post, it is essential that you check the I VOTE BY POST box overleaf

In this case, please compty with the following instructions:

For the resolutions proposed or agreed by the Board, you can

or vote "no" or "abstention" (which is equivalent to vote "no") by shading boxes of your choice either vate "yes" for all the resolutions by leaving the boxes blank

 For the resolutions not agreed by the Board, you can vote resolution by resolution by shading the appropriate boxes.
 In case of amendments or new resolutions during the shareholder meeting, you are requested to choose between three possibilities (proxy to the chairman of the general meeting, abstention, or proxy to a mentioned person (individual or legal entity), by shading the appropriate box

If any

information included in this form is used for a computer file,

Such a consultation shall be obligatory where, following the amendment of the memorandum and articles of association pursuant to Article I. 225-23 or Article I. 225-71, the ordinary general meeting is required to appoint to the board of directors or the supervisory board, as the case may be, one or more shareholder employees or members of the supervisory board of the company investment funds that holds company's shares. Such a consultation shall also be obligatory where a special shareholders meeting is required to take a decision an amendment to the memorandum and articles of associations pursuant to Article I. 225-32 or Article I. 225-71. Any clauses that conflict with the provisions of the preceding sub-paragraphs shall be deemed non-existent."

a, in the events envisaged by the third and fourth paragraphs of the Article L. 225-106 t, the shareholder is sented by a person other than his or her spouse or his or her partner who he or she has entered into a civil union

Article L. 225-106 du Code de Commerce (extract):

In the case of any power of representation given by a strateholder without naming a proxy, the chairmon of the general in the case of any power of representation given by a strateholder without naming a proxy, the chairmon of the general meeting shall issue a vote in favor of adopting a draft resolutions submitted or approved by the Board of Directors or the meeting shall issue a vote in favor of adopting any other draft resolutions. To issue any other Management board, as the case may be, and a vote against adopting any other draft resolutions. To issue any other vote, the shareholder must appoint a proxy who agrees to vote in the manner indicated by his principal." with, he or she is informed by the proxy of any event enabling him or her to measure the risk that the latter pursue an interest other than his or hers. This information relates in particular to the event that the proxy or, as the case may be, the

person on behalf of whom it acts:

1° Controls, within the meaning of Article L 233-3, the company whose general meeting has to meet.

2° is member of the management board, parministration in sequences, it within the meaning of Article L 233-3; it within the meaning of Article L 233-3; 3° is employed by the company or a person which controls it within the meaning of Article L 233-3; 3° is employed by the company or a person which controls it within the area of the 3° in a person or an board, administration or supervisory board of the company or a person

4" Is controlled or carries out one of the functions mentioned with the 2" or the 3" in a person or an entity controlled by

This information is also delivered when a family lie exists between the praxy or, as the case may be, the person on behalf of whom it acts, and a natural person placed in one of the situations enumerated from 1° to 4° above. a person who controls the company, within the meaning of Article L. 233-3

When during the proxy, one of the events mentioned in the preceding subparagraphs occurs, the proxy informs without delay his constituent. Failing by the latter to confirm explicitly the proxy, this one is null and void. The termination of the proxy is notified without delay by the proxy to the company.

The conditions of application of this article are determined by a Conseil d'Etat decree

2" When the shares are admitted to trading on a multilateral trading facility which is subject to the legislative and regulatory provisions that protects investors against insider information, price manipulation, and dissemination of false information as provided by the general regulation of the Autorité des marchés financiers (French Financial Markets Regulatory Authority), included on a list issued by the AWF subject to the conditions provided by its general regulation. Article L. 225-106-2 du Code de Commerce

shareholders, under any form and by any means, to receive proxy to represent them at the general meeting of a company mentioned in the third and fourth subparagraphs of the Article L. 225-106, shall release its voting policy. Any person who proceeds to an active request of praxy, while proposing directly or indirectly to one or more

III - Before every general meeting, the chairman of the board of directors or the management board, as the case may be, may organise a consultation with the stareholders mentioned in Article L. 225-102 to enable them to appoint one or more provies to represent them at the meeting in accordance with the provisions of this Article. II - The proxy as well as its dismissal, as the case may be, must be written and made known to the company. A Conseil of Etat decree specifies the implementation of the present paragraph. The conditions of application of this article are determined by a Conseil d'Etat decree It can also release its voting intentions on the draft resolutions submitted to the general meeting. It exercises then, for any praxy received without voting instructions, a vote in conformity with the released voting intentions.

Article L. 225-106-3 du Code de Commerce

The commercial court of which the company's head office falls under can, at the request of the constituent and for a duration which cannot exceed three years, deprive the proxy of the right to tate part in this capacity to any general meeting of the refevent company in the event of noncompliance with mandatory information enviraged form the third to seventh paragraphs of Article L. 225-106-1 or with the provisions of Article L. 225-106-1. publication of this decision at the expenses of the proxy.

The court can impose the same sanctions towards the proxy on request of the company in the event of noncompliance of the pravisions of the Article L. 225-106-2.

it is protected by the provisions of Law No 78-17 of January 6, 1978 modified, especially about rights of access and alteration that can be exercised by